

# Sortie de crise : les propositions américaines

Le Courrier – 16/12/10

***Nous vous publions ci-dessus de larges extraits des propositions américaines pour une sortie de crise à Madagascar.***

La Haute Autorité de la Transition (HAT) devrait s'engager irrévocablement à être un gardien temporaire et non politique du pays pendant la période de transition vers la démocratie.

La Haute Autorité de la Transition (HAT) doit approuver immédiatement l'ouverture d'un "Bureau permanent International de Liaison" pour faciliter le travail du Médiateur à Madagascar.

Le régime de la Haute Autorité de la Transition (HAT) et ses dirigeants doivent reconnaître publiquement qu'ils ne prennent aucun engagement à long terme, soit avec les acteurs nationaux ou internationaux au nom du gouvernement de Madagascar. Les décisions absolument nécessaires au fonctionnement quotidien du gouvernement peuvent être faites, mais tout engagement à long terme devrait être réservé à un gouvernement démocratiquement élu.

Le régime de la Haute Autorité de la Transition (HAT), comme les dirigeants de la transition, devraient s'engager clairement et sans ambiguïté à respecter les droits de l'homme. Cela inclut le droit de réunion pacifique et le droit à la liberté d'expression.

## Rôle des dirigeants du quatre mouvances

M. Rajoelina devrait reconfirmer publiquement son engagement de Mai 2010 de s'abstenir de se présenter aux prochaines élections législatives ou présidentielles. Pour Rajoelina, participer en tant que candidat aux élections serait en contravention à l'article 25 (4) de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et la Gouvernance.

M. Rajoelina devraient également s'engager à ne pas soutenir activement ou publiquement tout candidat ou tout parti aux prochaines élections. Tout soutien à un candidat ou à un groupe de candidats serait incompatible avec le rôle d'un gouvernement de transition neutre.

Les dirigeants des trois autres mouvances devraient prendre des engagements similaires à ne pas se présenter comme candidats aux prochaines élections et ne pas soutenir un candidat ou un groupe de candidats.

S'ils ont pris les mesures ci-dessus en toute bonne foi, le gouvernement malgache issu des élections devrait s'engager à ne pas engager des représailles contre les chefs des quatre mouvances (Rajoelina, Zafy, Ratsiraka, Ravalomanana) pour les méfaits qu'ils auraient commis alors qu'ils servaient en tant que chef de l'État. Cette mesure serait prise dans l'intérêt de la réconciliation nationale, et peut prendre la forme d'une amnistie générale, l'immunité, le pardon, ou toute autre mesure appropriée déterminée par le nouveau gouvernement malgache démocratiquement élu.

Les quatre chefs de mouvance, dont M. Rajoelina, seraient libres de participer à toutes élections ultérieures hormis celles organisées prochainement pour la restitution de l'ordre démocratique. Cela ne dispense pas l'un des quatre chefs qui le souhaite de l'obligation de répondre aux qualités requises pour être candidat à ces élections à venir.

## Elections

Une véritable Commission Nationale Indépendante Électorale restructurée (CENI) doit être mis en place pour préparer et administrer les élections. Pour assurer la transparence et la neutralité, la CENI doit être dirigé par un technocrate international (nommé / proposé par l'UA) et doté d'un groupe mixte d'experts techniques malgaches et internationaux. La Commission Électorale est chargée de veiller à ce que les élections soient organisées d'une manière libre, équitable et transparente.

(...)

Toute personne voulant être candidat aux élections et qui occupe un poste ou étant membre de l'actuelle régime de la Haute Autorité de Transition (HAT) devrait être tenu de démissionner de son poste au moins six (6) mois avant l'élection à laquelle il / elle veut se porter candidat. Le calendrier électoral tel qu'il est actuellement prévu, doit être réajusté. Les élections parlementaires et présidentielles devraient avoir lieu au plus tard en Septembre 2011.

Si un gouvernement neutre et d'union nationale ne peut pas être constitué avant les élections, un bureau "d'ombudsman" (Médiation) des élections devrait être établi qui sera chargé de valider, d'enquêter, et de juger les missions, les activités et les dysfonctionnements des élections liées à l'organisation et de faire en sorte d'assurer des élections crédibles sans intimidation par les forces de sécurité et autres mesures inappropriées qui sont à éviter. Cet organisme serait composé de malgaches et d'experts internationaux et devrait contenir un équilibre des opinions politiques reflétant le corps politique malgache.

Source : [http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=11830:sortie-de-crise--les-propositions-americaines&catid=34:politique&Itemid=60](http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=11830:sortie-de-crise--les-propositions-americaines&catid=34:politique&Itemid=60)